

# La France, l'homme malade de l'Europe

Article rédigé par *Christophe Servan*, le 09 juin 2016

[Source: Boulevard Voltaire]

L'actualité récente (CGT, antifas) fait remonter à la surface les relents d'un marxisme révolutionnaire que l'on croyait disparu.

On dit que le tsar Nicolas Ier fut le premier à utiliser cette expression ; c'était alors pour désigner l'Empire ottoman. Aujourd'hui, d'aucuns estiment que c'est à l'encontre de la France qu'elle sied le mieux. « *France is the [new] sick man of Europe* » était d'ailleurs le titre d'un article publié par *The Guardian* en janvier 2014, un titre repris depuis par de nombreuses publications étrangères (*Der Spiegel*, juillet 2014, *El País*, à plusieurs reprises) et la semaine dernière encore par l'hebdomadaire britannique *The Spectator*.

Finances publiques, comptes extérieurs et emploi, seule la France affiche un rouge vif sur ces trois indicateurs économiques clés. Pis : ces déficits ne sont pas imputables à un quelconque effort de modernisation et d'investissement en infrastructures mais, au contraire, ils se superposent à des services publics vétustes et une armée mal équipée, et cela avoir privatisé à tout va depuis trente ans.

C'est peu dire que la France, naguère si riche, est aujourd'hui en ruine, un effondrement unique en Europe et peut-être dans le monde. Or, si l'on admet qu'à effets singuliers il faut des causes singulières, nous sommes donc bien obligés d'éliminer ce bouc émissaire un peu facile qu'est la construction européenne. Maastricht, Sarkozy, Hollande : la France était malade bien avant et les causes résident dans ce qu'elle a de singulier par rapport à ses voisins et non dans ce qu'elle a en commun.

Tout comme la fonte des glaces nous révèle parfois les vestiges enfouis d'un passé lointain, l'actualité récente (CGT, antifas) fait remonter à la surface les relents d'un marxisme révolutionnaire que l'on croyait disparu mais qui, en France, n'a jamais été qu'assoupi, comme anesthésié par le double jeu du Parti socialiste. Rappelons qu'à la Libération, de Gaulle fit entrer les communistes dans son gouvernement. Le PCF était alors le premier parti politique et le restera jusqu'aux élections de 1956. Si, à partir de 1947, Moscou lui intime l'ordre de se cantonner à un rôle d'opposition, il n'en exercera pas moins un magistère considérable, tant dans le monde ouvrier (à travers la CGT) que dans les milieux intellectuels (Sartre).

Après la mort de Staline, en 1953, les dirigeants communistes français se firent prier par les nouveaux dirigeants du Kremlin pour dénoncer le dictateur mais ils les soutiendront sans sourciller en 1956 lors de l'insurrection de Budapest. En juin 1968, le PCF se démarque des groupes d'extrême gauche, anarchistes, maoïstes ou trotskistes, un choix payant puisqu'à l'élection présidentielle de 1969, Jacques Duclos récolte 21,23 % des voix, à deux points de la qualification pour le second tour et loin devant ses rivaux SFIO (Gaston Defferre) et PSU (Michel Rocard). En 1981, Mitterrand accède au pouvoir et commence son septennat avec des ministres communistes. En 2016, Ian Brossat est adjoint à la mairie de Paris, il est le dernier communiste titulaire d'un mandat exécutif significatif en France.

De 1945 à nos jours, directement ou indirectement, le Parti communiste, la CGT, les intellectuels de gauche (les fameux compagnons de route) et leurs alliés socialistes (aujourd'hui les frondeurs) ont très largement contribué à bâtir un régime de protection sociale (de la création du statut de la fonction publique par Maurice Thorez en 1945 à la semaine des 35 heures de Martine Aubry) dont la rigidité impliquait une croissance économique forte et pérenne. L'URSS vaincue, la mondialisation (des biens comme des hommes) voulue tant par les « libéraux » de droite que par les libertaires de gauche, et notamment les anciens trotskistes, a tout fait voler en éclats.